

**RAPPORT N° 2025/5-12
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 18 septembre 2025**

OBJET

TRAVAUX D'AMELIORATION ENERGETIQUE DU BATIMENT DE LA MEDIATHEQUE INTERCOMMUNALE AIME CESAIRE (COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE) - APPROBATION DU PROGRAMME ET DU PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DES TRAVAUX ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE AU TITRE DE L'ACTION 2.1.6 « RENOVATION THERMIQUE DES BATIMENTS PUBLICS » DU PROGRAMME EUROPEEN FEDER 2021-2027

I – PREAMBULE

Dans le cadre de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), la CINOR a réaffirmé son engagement dans la lutte contre le changement climatique. C'est dans cette dynamique qu'un audit énergétique a été lancé en 2021, visant à identifier les leviers d'amélioration sur les bâtiments relevant de sa compétence, conformément aux exigences du décret tertiaire. Ce dernier impose, dans un premier temps, la déclaration des consommations énergétiques des bâtiments tertiaires de plus de 1 000 m², puis la mise en œuvre d'actions concrètes pour atteindre les objectifs de réduction fixés par l'Etat.

L'audit réalisé sur la médiathèque intercommunale Aimé Césaire située à Sainte-Suzanne et construite en 2009, a mis en évidence des dysfonctionnements majeurs liés à la vétusté du bâtiment, dont la surface dépasse les 1 800 m². Les résultats ont permis de définir plusieurs scénarios d'optimisation énergétique, dont le scénario 4, le plus ambitieux, visant à une réduction de la consommation énergétique de 100 % ou plus. Ce scénario implique une remise en conformité réglementaire préalable et la mise en œuvre de travaux spécifiques.

Les actions prévues dans le cadre du scénario 4 sont les suivantes :

- Remplacement des deux centrales de traitement d'air (CTA) hors service par une CTA commune à batterie à eau glacée, exploitant la puissance disponible du groupe d'eau glacée (GEC) ;
- Révision du système d'amenée d'air neuf, avec adaptation du débit selon l'occupation réelle du site ;
- Redimensionnement des bouches et réseaux d'amenée d'air des salles Musique et Cinéma, en tenant compte des contraintes acoustiques.

Afin de concrétiser ces recommandations, la CINOR a lancé en septembre 2024 une consultation de maîtrise d'œuvre selon une procédure adaptée ouverte (article R. 2123-1 du Code de la commande publique). Le marché a été attribué à EDEX INGENIERIE SARL le 25 janvier 2025 sur la base d'un allotissement optimisé comme suit :

- Lot 1 - Travaux d'amélioration énergétique :
 - o Modification du traitement d'air du magasin ;
 - o Remplacement des CTA hors service ;
 - o Mise en œuvre d'une gestion technique centralisée ;
 - o Installation de brasseurs d'air ;
 - o Remplacement de la climatisation de l'auditorium par une CTA à batterie à eau glacée.
- Lot 2 – travaux de protection solaire :
 - o Réduction des apports solaires par les parois vitrées nord et ouest du R + 1 (espace adultes/ados) ;
 - o Mise en œuvre de parois opaques isolantes en partie basse pour réduire la surface vitrée.

Les études techniques réalisées ont permis de préciser les besoins d'intervention sur le bâtiment et de chiffrer le coût prévisionnel des travaux à 400 000 € HT auxquels s'ajoutent les frais liés à la maîtrise d'œuvre et à l'audit énergétique, établis à 63 025,00 € HT. Ce montant global reflète l'ambition du projet en matière de performance énergétique et son alignement avec les objectifs fixés par le décret tertiaire.

Au-delà de son ambition technique, ce projet se distingue avec les orientations stratégiques du PCAET, son impact environnemental positif et sa contribution directe à l'amélioration du cadre de vie des usagers, il s'inscrit pleinement dans les

Accusé de réception en préfecture
874 249749 18-20250918-RC-2025-5-12-DE
Date de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception préfecture : 23/09/2025

priorités européennes en matière de transition énergétique, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de résilience climatique des infrastructures publiques.

Ces actions bénéficient d'un soutien renforcé de l'Union Européenne, notamment à travers la fiche action 2.1.6. « Rénovation thermique des bâtiments publics » du Programme Opérationnel FEDER 2021-2027. Cette fiche permet le financement de projets de réhabilitation visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments publics, avec une priorité accordée aux infrastructures d'éducation et de formation ainsi qu'aux bâtiments tertiaires publics intégrant des solutions innovantes et bioclimatiques adaptées aux conditions locales.

Les travaux envisagés sur la médiathèque intercommunale Aimé Césaire répondent pleinement à ces critères et sont donc éligibles à un cofinancement européen au titre de cette fiche action.

II – PLAN DE FINANCEMENT DES TRAVAUX

Conformément aux modalités liées aux demandes de subventions, il est vous est proposé le plan de financement suivant relatif aux travaux d'amélioration énergétique du bâtiment de la médiathèque intercommunale Aimé Césaire au titre de la fiche action 2.1.6 « Rénovation thermique des bâtiments publics » du Programme Européen FEDER 2021/2027, sur la base d'un montant prévisionnel de l'opération établi à 463 025,00 € HT :

	Montant TTC	Montant HT	Union Européenne	Cinor*
Dépenses totales éligibles	502 382,13 €	463 025,00 €	393 571,25 €	69 453,75 €
Dépenses éligibles en %		100%	85%	15%

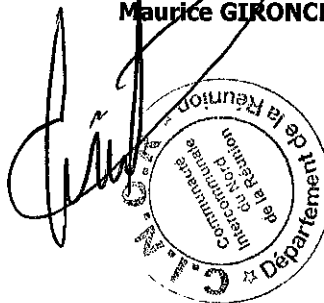
*** + pré financement de la TVA : 39 357,12 €**

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le programme des travaux d'amélioration énergétique du bâtiment de la médiathèque intercommunale Aimé Césaire sur la commune de Sainte-Suzanne ;
- Approuver le plan de financement prévisionnel de ces aménagements au titre du PO/FEDER 2021-2027, action 2.1.6 « Rénovation thermique des bâtiments publics » sur la base du montant éligible de l'opération établi à 463 025,00 € HT ;
- Valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 69 453,75 € HT pour la réalisation de ces travaux, soit 15 % du montant éligible hors taxe de l'opération ;
- m'autoriser à solliciter les subventions correspondantes auprès de l'Europe sur la base du plan de financement prévisionnel proposé.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250918-BC2025-5-12-DE
Date de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception préfecture : 23/09/2025

**DECISION N° 2025/5-12
du Bureau de la Communauté
en séance du 18 septembre 2025**

OBJET

TRAVAUX D'AMELIORATION ENERGETIQUE DU BATIMENT DE LA MEDIATHEQUE INTERCOMMUNALE AIME CESAIRE (COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE) - APPROBATION DU PROGRAMME ET DU PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DES TRAVAUX ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE AU TITRE DE L'ACTION 2.1.6 « RENOVATION THERMIQUE DES BATIMENTS PUBLICS » DU PROGRAMME EUROPEEN FEDER 2021-2027

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2025/5-12 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le programme des travaux d'amélioration énergétique du bâtiment de la médiathèque intercommunale Aimé Césaire sur la commune de Sainte-Suzanne ;

ARTICLE 2

D'approuver le plan de financement de ces aménagements au titre du PO/FEDER 2021-2027, action 2.1.6 « Rénovation thermique des bâtiments publics » sur la base d'un montant éligible de l'opération établi à 463 025,00 € HT ;

ARTICLE 3

De valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 69 453,75 € HT pour la réalisation de ces travaux, soit 15 % du montant éligible hors taxe de l'opération ;

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à solliciter la subvention correspondante auprès de l'Europe sur la base du plan de financement prévisionnel proposé.

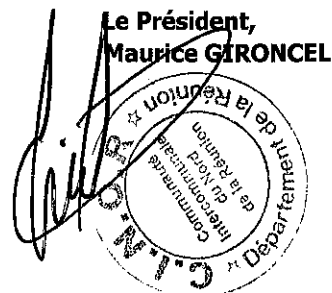
Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde

23 SEPT 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20250918-BC2025-5-12-DE Date de télétransmission : 23/09/2025 Date de réception préfecture : 23/09/2025
--